

La banque d'un monde qui change

EcoBrief

France: en avril ne te découvre pas d'un fil...

La publication du climat des affaires de l'Insee ce jeudi 25 avril confirme la perspective d'une amélioration de la demande, alors que celle-ci est restée anémiée ces derniers mois. En amont de la publication de données importantes à partir du 30 avril, nous anticipons une croissance qui serait restée faible au 1^{er} trimestre, mais qui devrait s'accélérer au 2^e, bénéficiant de la désinflation observée. L'amélioration serait toutefois insuffisante pour écarter le risque d'un maintien des défaillances d'entreprises à un niveau élevé.

Le climat des affaires de l'Insee, publié ce jeudi 25 avril, reste relativement faible et repasse même en dessous de sa moyenne de long-terme (100) en avril (à 99 contre 100 en mars). La consommation en biens est restée déprimée, ne marquant pas de rebond sur janvier-février, malgré une désinflation notable. Les ménages auraient ainsi conservé un taux d'épargne élevé (17,5% selon nos prévisions au T1, après 17,9% au T4) et la croissance du PIB s'en serait ressentie (nous l'anticipons à 0,1% t/t au T1).

Ce refroidissement prolongé de la conjoncture a également un impact sur les défaillances d'entreprises qui, pour la 1^{re} fois depuis 2015, ont atteint ou dépassé le cap des 15 000 unités par trimestre au T4 2023 et au T1 2024. L'enquête trimestrielle dans le bâtiment montre par ailleurs, pour le 4^e trimestre consécutif, une recrudescence de la proportion des entreprises subissant des retards de paiements (33,7% d'entre elles), un environnement qui suggère que les défaillances pourraient demeurer élevées au 2^e trimestre 2024.

Toutefois, l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie fait état d'un rebond prévu de la demande, notamment étrangère (solde d'opinion à +12, contre -8 en janvier). En outre, la poursuite probable de la désinflation en avril (prévision à 2,1% a/a en avril, après 2,3% en mars et 3% en février), devrait également permettre – avec notamment la stabilisation des prix de l'alimentation et des biens manufacturés – un rebond de la consommation à partir du 2^e trimestre. Ces deux éléments plus encourageants devraient permettre à l'économie française de retrouver une croissance plus significative au T2 (nous l'attendons à 0,2% t/t).

Stéphane Colliac Economiste Senior, France-Allemagne

